

B I L E

Bulletin des Impôts Locaux des Entreprises

Sommaire du n° 22 • Septembre 2009

Jurisprudence p. 2

TAXE PROFESSIONNELLE

- L'administration peut-elle, sans contradictoire, rejeter une demande d'exonération de TP présentée postérieurement à l'expiration du délai de déclaration ? 2
- Une SCI de construction-vente qui réalise une seule opération au profit d'un acquéreur unique peut-elle être regardée comme entrant dans le champ de la TP ? 3

TAXE FONCIÈRE

- Une mutation cadastrale peut-elle constituer un événement de nature à rouvrir le délai de réclamation en application des dispositions du b de l'article R 196-2 du livre des procédures fiscales ? 4
- La participation accordée par une collectivité locale à une entreprise pour le financement d'immobilisations industrielles doit-elle être prise en compte dans la détermination de la valeur locative des biens en cause pour leur imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties ? 5

Chronique bibliographique p. 6

Officiel p. 8

LAMULLE Thierry, Redevance d'enlèvement des ordures ménagères : qualification et compétence juridictionnelle en cas de contestation, note sous CE, 27 oct. 2008 n° 294915, Communauté de communes de la Tinée c/ M. Badaracco, Dr. fisc. 2009, n° 17, comm. 291.

Intéressante note sur un sujet rarement étudié confrontant taxe et redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Alors que la taxe est assise sur la valeur locative cadastrale

(la même assiette que la taxe foncière sur les propriétés bâties), la redevance est modulée en fonction du service rendu. Pour ce qui est de la juridiction compétente en cas de contentieux s'agissant de la redevance, les juridictions administratives pourront être saisies pour contester le tarif fixé par les assemblées délibérantes alors que les juridictions compétentes en matière de contestation du paiement seront les juridictions judiciaires.

Officiel

Rubrique rédigée par Christian Bur, avocat associé, Société PDGB

La réforme de la taxe professionnelle pour 2010

Le 5 février dernier, le président de la République annonçait la suppression de la Taxe Professionnelle (TP). Dans les jours qui suivaient, les services du Premier ministre précisaient la portée de cette suppression en annonçant le maintien d'une imposition sur les immobilisations foncières dont disposent les entreprises ainsi que de la cotisation minimale TP en fonction de la valeur ajoutée. C'est finalement sur ces fondements que la réforme va intervenir.

Selon l'avant-projet détaillé désigné « Acte unique » qui, préparé par la Direction de la Législation Fiscale (DLF), a vocation à être intégré dans le projet de Loi de Finances pour 2010, la TP est supprimée. Est instaurée une Cotisation Économique Territoriale (CET) se composant de deux éléments :

- la Cotisation Locale d'Activité (CLA) ;
- la Cotisation Complémentaire (CC).

En prenant pour base la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière dont le contribuable a disposé au cours de la période de référence N-2 la CLA sonne le glas de l'imposition des biens et équipements mobiliers. En l'espèce, la CLA reprend dans ses grandes lignes le 1^{er} élément d'imposition de l'ancienne TP étant toutefois précisé que :

- la valeur locative foncière des immobilisations industrielles bénéficiera d'une diminution forfaitaire de 15 % ;
- l'abattement général à la base de 16 % qui permettait de passer d'une base brute à une base imposable est supprimé ;
- il n'y aura plus d'abattement de 50 % au titre des créations d'établissements.

La CLA continuera donc à s'appuyer en ce qui concerne les locaux commerciaux sur des valeurs locatives dont le caractère totalement

obsolète est unanimement reconnu puisque leur détermination renvoie à une valeur au 1^{er} janvier 1970.

La CC présente quant à elle une nouvelle version de la cotisation minimale sur la valeur ajoutée produite par les entreprises. Pour entrer dans le dispositif, il suffira de réaliser un chiffre d'affaires de 500 000 € au lieu des 7,6 millions précédents, remarque étant faite que le chiffre d'affaires pris en compte sera un chiffre d'affaires groupe comprenant celui d'une entreprise donnée et des sociétés qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens des dispositions de l'article 209 B du CGI.

Son taux sera progressif avec un barème allant de 0,5 % pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de 500 000 € à 1,5 % pour celles dépassant en ce domaine le seuil des 50 millions. Totalement autonome, elle ne se calculera plus par différence avec la CLA.

La réforme est l'occasion de donner une nouvelle définition de la valeur ajoutée à utiliser dans la CC ; elle permettra de se référer à la terminologie du Plan comptable 1999, d'obtenir la validation législative de certaines doctrines administratives (relatives au cas des sous-locations successives par exemple) et de transposer au plan législatif certaines évolutions jurisprudentielles (par exemple la jurisprudence Algeco de 2006 conduisant à inclure dans la valeur ajoutée les plus-values de cession d'immobilisations se rapportant à une activité normale et courante).

Enfin, le poids global de la CET devrait être plafonné à 3 % de la valeur ajoutée produite.

Commentaire > La réforme est annoncée comme devant conduire à une diminution d'impôt pour les entreprises de 6,3 milliards d'euros. L'allègement global ainsi présenté ne doit pas masquer que la note augmentera chez celles d'entre elles dont la valeur ajoutée est la plus forte.

DOCTRINE PUBLIÉE AU BOI

TP – Exonération de taxe professionnelle (TP) – Librairies indépendantes de référence

L'instruction 6 E-6-09 commente l'article 1464 I du Code Général des Impôts (CGI) qui prévoit sur délibérations des collectivités territoriales une exonération permanente de TP pour les établissements réalisant une activité de vente de livres neufs au détail. Le bénéfice de cette exonération est réservé aux petites et moyennes entreprises communautaires détenues à 50 % au moins par des per-

sonnes physiques ou d'autres PME. L'entreprise ne doit pas être liée à une autre entreprise par un contrat de franchise et l'établissement bénéficiaire de l'exonération doit être titulaire du nouveau label « Librairie Indépendante de référence » dont les conditions d'octroi doivent être précisées dans un Décret non paru à ce jour.

Commentaire > Le bénéfice de l'exonération est toutefois subordonné au respect du règlement de la commission concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de *minimis*.